

Arrondissement de Grasse

**COMMUNAUTE
D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Siège social:
Hôtel de Ville
BP 2205
06606 ANTIBES CEDEX

Effectif légal	Présents ou Représentés	Procurations + Absents
75	51	24

N° de la séance : 54

Objet de la délibération : Direction Habitat
Logement - Aires d'accueil des gens du
voyage - Ajustement du règlement
intérieur - Nouvelle dénomination de
l'aire d'accueil de Vallauris

- Original
 - Expédition certifiée conforme à
l'original
- Pour le Président,
Le Directeur Général des Services

Stéphane PINTRE

N° Enregistrement : CC.2019.121

Date de la convocation :

Le 18/06/2019

Certifié exécutoire compte tenu

de l'affichage
en date du **- 2 JUL. 2019**

de la réception s/Préfecture
en date du **- 4 JUL. 2019**

Pour le Président,
La Responsable de Service



Corinne PAVAN-SANTAINE

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Séance du 24 juin 2019

L'an deux mil dix neuf et le 24 juin à 17h00, le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, régulièrement convoqué conformément aux dispositions des articles L 5211-1, L 2121-10 et L 2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, Maison des Associations – 288, Chemin de Saint Claude à Antibes en session ordinaire du mois de juin, sous la présidence de Monsieur Jean LEONETTI, Président de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, Maire d'Antibes Juan-Les-Pins.

PRESENTS :

Jean LEONETTI, Michelle SALUCKI, Christophe ETORE, Guilaine DEBRAS, Jean-Bernard MION, Michel ROSSI, Damien BAGARIA, Gérald LOMBARDO, Jean Pierre MAURIN, Thierry OCCELLI, Eric MELE, Jean-Pierre MASCARELLI, Marguerite BLAZY, Roger CRESP, Dominique TRABAUD, Gilbert TAULANE, Gilbert HUGUES, Jean-Paul ARNAUD, Richard THIERY, Claude BERENGER, Robert CREPIN, Henri GANNARD, Michèle MURATORE, Marie-Claude MOITRY, Angèle MURATORI, Guy GIRAUD, Colette ZALMA, Elisabeth JANIN, Anne-Marie BOUSQUET, Bernard MONIER, Cléa PUGNAIRE, Thérèse DARTOIS, Patrick CHAGNEAU, Yves DAHAN, Afrim KACA, Audouin RAMBAUD, Simone TORRES-FORET DODELIN, Michel VIANO, Eric DUPLAY, Serge AMAR, Martine BONNEAU, Michel BERTRAND, Béatrice VIGNOLO, Françoise THOMEL, Nathalie DEPETRIS, Elisabeth PILLARD, Laurent COLLIN, Barbara LANCE, Patrice COLOMB-PONTOIRE, Déborah MINEI, Khéra BADAOU

PROCURATIONS :

Lionnel LUCA à Michel ROSSI, René TRASTOUR à Jean-Paul ARNAUD, Thérèse ROUAZE à Henri GANNARD, André-Luc SEITHER à Khéra BADAOU, Patrick DULBECCO à Yves DAHAN, Marie BENASSAYAG à Thérèse DARTOIS, Albert CALAMUSO à Laurent COLLIN, Marina LONVIS à Anne-Marie BOUSQUET, Anne-Marie DUMONT à Jean LEONETTI, Marc DAUNIS à Martine BONNEAU, Abderrazak SALOUH à Marie-Claude MOITRY, Valérie TIERAN-GNONI à Damien BAGARIA

ABSENTS :

Joseph LE CHAPELAIN, Richard RIBERO, Joseph VALETTE, Christine SYLVESTRE, Jacques GENTE, Claudine MAURY, Nadine GASTAUD, Jean-Pierre DERMIT, Martine SAVALLI, Matthieu GILLI, Marine VALLEE, Lionel TIVOLI

Les Délégués communautaires présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un secrétaire pris au sein du Conseil.

Madame Khéra BADAOU, ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

Madame BLAZY,

Vu la loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage ;

Vu la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de République (NOTRe) ;

Vu le Code Général des Collectivités territoriales (CGCT) ;

Vu le décret n° 2001-49 du 29 juin 2001 relatif aux normes techniques applicables aux aires d'accueil des gens du voyage ;

Vu la circulaire n° 2001-49 du 5 juillet 2001 relative à l'application de la loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000 précitée ;

Vu la délibération n° CC.2016.116 du 26 septembre 2016 portant prise de la compétence « Accueil des Gens du Voyage - Aménagement, entretien et gestion des Aires d'Accueil » ;

Vu la délibération n° CC.2017.041 du 27 mars 2017 portant sur le règlement intérieur des aires d'accueil des gens du voyage sur le territoire de la CASA ;

Considérant la compétence de la CASA en matière d'aménagement, d'entretien et de gestion des aires d'accueil pour les gens du voyage ;

Considérant que l'objet du règlement intérieur est de fixer les règles de fonctionnement de ces équipements publics et de définir les droits et les obligations des personnes accueillies durant leur séjour ;

Considérant que ce règlement intérieur vise à harmoniser les pratiques et à appliquer des règles communes à l'ensemble des aires d'accueil sur le territoire intercommunal ;

Considérant que le présent règlement intérieur doit être porté à la connaissance des voyageurs dès leur arrivée, que tout bénéficiaire d'un emplacement sur une aire d'accueil doit l'accepter et le contresigner ce qui entraîne l'acceptation automatique de ces derniers qui doivent le respecter et le faire respecter par leurs proches ;

Considérant que les données personnelles recueillies auprès des voyageurs font l'objet d'un traitement informatisé destiné à la gestion des aires d'accueil des gens du voyage ;

Considérant que ces informations devront être traitées dans le cadre de l'application du Règlement Général sur la Protection des Données en vigueur depuis avril 2018 ;

Considérant par ailleurs que pour améliorer et faciliter la communication sur ces aires d'accueil, il convient de modifier la dénomination des 2 aires d'accueil des gens du voyage selon la proposition suivante :

- Aire d'accueil des gens du voyage « LA PALMOSA » sur la commune d'Antibes-Juan les Pins ;
- Aire d'accueil des gens du voyage « LA PROVENCALE » sur la commune de Vallauris-Golfe Juan, anciennement « AIRE DU FERRANDOU ».

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- d'abroger le règlement intérieur des Aires d'accueil des gens du voyage du territoire de la CASA approuvé par la délibération n° CC.2017.41 du Conseil Communautaire en date du 27 mars 2017 ;
- d'approuver les termes du règlement intérieur communautaire qui sera applicable dès sa signature, dont le projet est joint en annexe ;
- d'approuver les dénominations des aires d'accueil situées sur les communes d'Antibes-Juans les Pins (Aire d'accueil LA PALMOSA) et de Vallauris-Golfe Juan (Aire d'accueil LA PROVENCALE) ;
- d'autoriser Monsieur le Président à signer tous les documents afférents à cette délibération.

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE, OUI L'EXPOSE DE LA VICE-PRESIDENTE ET APRES EN AVOIR DELIBERE, A L'UNANIMITE, DECIDE :

- d'abroger le règlement intérieur des Aires d'accueil des gens du voyage du territoire de la CASA approuvé par la délibération n° CC.2017.41 du Conseil Communautaire en date du 27 mars 2017 ;
- d'approuver les termes du règlement intérieur communautaire qui sera applicable dès sa signature, dont le projet est joint en annexe ;
- d'approuver les dénominations des aires d'accueil situées sur les communes d'Antibes-Juans les Pins (Aire d'accueil LA PALMOSA) et de Vallauris-Golfe Juan (Aire d'accueil LA PROVENCALE) ;
- d'autoriser Monsieur le Président à signer tous les documents afférents à cette délibération.

AINSI FAIT ET DELIBERE
A ANTIBES LE 24 juin 2019
Suivent les signatures
Pour extrait certifié conforme,
Le Président,



Jean LEONETTI

Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis

REGLEMENT INTERIEUR

DES AIRES D'ACCUEIL DES GENS DU VOYAGE

PREAMBULE

La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, dans le cadre de ses compétences, a autorité sur la totalité de son territoire, en matière de réalisation, entretien et gestion des aires d'accueil pour les gens du voyage.

Cette compétence implique notamment la mise en œuvre des dispositions du Schéma départemental d'accueil des gens du voyage qui se fonde sur la loi 2000-614 du 05 juillet 2000.

L'objet de ce règlement intérieur communautaire est de fixer les règles de fonctionnement de ces équipements publics et de définir les droits et les obligations des personnes accueillies durant leur séjour.

Il doit permettre d'harmoniser les pratiques et d'appliquer des règles communes à l'ensemble des aires sur le territoire communautaire.

Le présent règlement intérieur est porté à la connaissance des voyageurs dès leur arrivée. Tout bénéficiaire d'un emplacement sur une aire d'accueil doit l'accepter et le contresigner. Il devra le respecter et le faire respecter par ses proches.

La mauvaise utilisation du site est sous l'entière responsabilité des utilisateurs et des parents adultes accompagnateurs. En ce qui concerne la circulation, les règles du Code de la Route s'appliquent sur l'aire.

En contrepartie, la CASA met à disposition des emplacements respectant les règles d'hygiène et de sécurité dans le cadre d'un usage normal par les occupants, et informe les familles sur leur accès aux droits et services publics et notamment sur les démarches à suivre pour la scolarisation des enfants.

Ce règlement intérieur s'applique aux aires d'accueil des gens du voyage situées sur le territoire communautaire, à savoir :

- l'aire d'accueil LA PALMOSA, située sur la commune de Antibes-Juans les Pins ;
- l'aire d'accueil LA PROVENCALE, située sur la commune de Vallauris-Golfe Juan.

CHAPITRE I – CONDITIONS D'ACCES A L'AIRE D'ACCUEIL

Article 1 : Accès

L'accès aux aires de la CASA est autorisé par le personnel de l'organisme gestionnaire dans la limite des places disponibles. Elles sont ouvertes toute l'année avec des permanences d'accueil.

Elles peuvent être exceptionnellement fermées pour urgence liée à la Sécurité, la Salubrité, la Tranquillité ou l'Ordre Public.

Article 2 : Accueil

Les horaires d'ouverture des bureaux doivent être impérativement respectés par les voyageurs pour les admissions et les départs ainsi que pour le prépaiement des fluides.

Les formalités d'entrée et de sortie ne peuvent être effectuées qu'en présence du gestionnaire.

Sont affichés à l'entrée du local d'accueil de chaque aire :

- Le présent règlement intérieur communautaire
- Les horaires d'ouverture de l'aire
- La tarification du stationnement
- Les contacts et téléphones d'urgence

CHAPITRE II – CONDITIONS ET FORMALITES D'ADMISSION

Article 3 : Conditions d'admission

Pour stationner sur le terrain, il faut :

- ⇒ Être "voyageur",
- ⇒ Demander l'autorisation au gestionnaire, qui décide seul de l'attribution de l'emplacement qui devra être tenu propre et ne pourra accueillir qu'une seule famille. Le gestionnaire n'est disponible et habilité que pendant ses horaires de travail.
- ⇒ Que des emplacements soient libres, l'aire d'accueil ayant une capacité maximale de 40 places caravanes, l'installation des caravanes est strictement limitée aux emplacements prévus.
- ⇒ Que chaque usager dispose en propre d'un véhicule tracteur en état de rouler afin de pouvoir déplacer ou évacuer sa (ses) caravane(s) en cas de besoin.
- ⇒ Être en règle : papiers d'identité, assurances en cours de validité des caravanes et véhicules tracteurs et en responsabilité civile pour les dommages susceptibles d'être causés de leur fait aux tiers et aux installations. La CASA incite fortement les utilisateurs à souscrire un contrat d'assurance de personne offrant des garanties forfaitaires en cas de dommages corporels.
- ⇒ Être à jour du paiement des redevances des séjours précédents
- ⇒ Ne pas avoir fait l'objet d'une décision de justice d'expulsion (requête ou référé) ou d'une décision d'interdiction de stationner sur les aires de stationnement de la CASA pour des faits datant de moins de 6 ans en raison notamment de manquements graves aux dispositions du règlement intérieur ou de dette antérieure

Article 4 : Formalités d'admission

- ⇒ Déclarer la composition de sa famille, afin d'établir une fiche de présence indiquant notamment son identité et celle de son conjoint ou concubin, ainsi que l'identité, le nombre et l'âge des enfants à charge occupant chaque caravane.
- ⇒ Présenter au bureau d'accueil la carte grise de chaque caravane ainsi que la photocopie de la pièce d'identité,
- ⇒ Lire, accepter et signer le présent règlement intérieur, dont les clauses sont énoncées à l'arrivée par le gestionnaire,
- ⇒ Accepter les temps de séjours, les modalités de paiement de la redevance de stationnement et des fluides
- ⇒ Signer l'état des lieux
- ⇒ S'acquitter d'un dépôt de garantie,
- ⇒ Remplir un registre d'entrée.

CHAPITRE III – CONDITIONS D'OCCUPATION

Article 5 : Responsabilités

Chaque titulaire de l'emplacement est responsable civilement et financièrement des dommages et dégâts causés sur les équipements mis à sa disposition pendant son séjour.

La CASA, comme Le gestionnaire ne seront pas tenus responsables des incidents, accidents, dégradations ou vols de biens causés par des usagers non assurés, chacun s'engageant à disposer d'une assurance garantissant ses biens ainsi que sa responsabilité dès son entrée sur l'équipement. Les familles séjournant sur l'aire sont civilement et financièrement responsables des dommages provoqués par les personnes qui les visitent ou les animaux ils ont la garde.

Politique de protection des données

Les informations recueillies auprès des voyageurs font l'objet d'un traitement informatique destiné à la gestion de l'aire d'accueil des Gens du Voyage.

Les destinataires des données sont la Direction Habitat Logement.

Conformément au Règlement Général sur la Protection des Données, en application depuis le 25 mai 2018, les voyageurs disposent d'un droit d'accès, d'interrogation, de modification et de rectification aux informations qui les concernent.

Ils disposent également d'un droit d'opposition au traitement de leurs données à caractère personnel pour des motifs légitimes.

Pour exercer leur droit, les voyageurs doivent s'adresser à : Communauté d'Agglomération-Direction Habitat Logement- 449, route des Crêtes –BP43-06901 Sophia Antipolis cedex.

Article 6 : Les emplacements

Les installations et services mis à disposition sont à l'usage exclusif des familles stationnant sur le terrain à jour des temps de séjour autorisés et de leurs redevances qui doivent occuper l'emplacement qui leur est attribué.

Un emplacement ne peut accueillir qu'une entité familiale (1^{er} degré : parents et enfants) avec deux caravanes maximum et leur véhicule tracteur.

A chaque arrivée, une visite de l'aire et de l'emplacement est faite par le gestionnaire avec une lecture du règlement intérieur et l'établissement d'une fiche d'état des lieux.

Aucun changement ne peut intervenir sans autorisation préalable et expresse du gestionnaire.

La disposition des caravanes et des véhicules tracteurs doit se faire dans le respect des règles de sécurité indiquées par le gestionnaire, permettant une évacuation rapide en cas de danger, et laissant les voies d'accès extérieures libres pour les services d'incendie et d'urgence.

Le stationnement des caravanes et des véhicules est strictement interdit en dehors de l'emplacement désigné par le gestionnaire, y compris aux abords de l'aire d'accueil.

Toute caravane laissée sans occupant pendant plus de 10 jours, ou pour laquelle la redevance d'occupation d'emplacement n'aura pas été acquittée, pourra faire l'objet d'un enlèvement avec mise en fourrière aux frais de l'usager, sauf cas particulier préalablement signalé au gestionnaire pour accord.

Article 7 : Mineurs – Obligation de scolarisation

La scolarisation des enfants est obligatoire entre 6 et 16 ans. Faute du respect de l'obligation scolaire les familles pourront après avertissement ne plus être autorisées à séjourner sur cet équipement public et faire l'objet de signalements auprès des administrations concernées.

Une aide pour les inscriptions dans les écoles les plus proches est proposée au bureau d'accueil.

Les élèves en âge de fréquenter la maternelle ou les écoles primaires, peuvent être inscrits dans un établissement scolaire choisi par la famille, ou, à défaut dans l'école la plus proche de l'aire de stationnement.

Les élèves en âge de fréquenter le collège seront inscrits dans les collèges les plus proches.

Article 8 : Le courrier et la domiciliation

Les familles résidant sur l'aire d'accueil pourront, sur leur demande, et après accord du gestionnaire, recevoir leur courrier à cette adresse le temps de leur séjour. La domiciliation est autorisée sur l'aire d'accueil, elle peut se faire auprès du gestionnaire de l'aire selon les dispositions de l'agrément.

ARTICLE 9 : Durée du séjour

Les aires d'accueil de la CASA ont vocation à accueillir des populations du voyage et à faciliter leurs séjours temporaires. L'admission ou le départ de l'aire s'effectue uniquement en présence du gestionnaire aux jours et aux heures de présence de l'agent.

La durée de stationnement maximale autorisée, fixée par la CASA est de 3 fois 60 jours par année civile avec une interruption obligatoire de 30 jours entre les deux stationnements.

Passé ce délai le véhicule ou la/les caravanes pourront être enlevés par la fourrière aux frais de l'utilisateur ou de la famille contrevenante

Les dépassements non autorisés donneront lieu à constatation et sanctions et la fourniture des fluides ne sera plus autorisée.

Concernant les départs, il est demandé de prévenir le gestionnaire 48h à l'avance.

L'installation d'une nouvelle personne sur la place, ou le changement de place en cours de séjour, ne modifie en rien la durée initiale du séjour.

ARTICLE 10 : Tarifs et dépôt de garantie

Dépôt de garantie

Un **dépôt de garantie de 80 €**, doit être déposé à l'arrivée contre délivrance d'un reçu auprès du gestionnaire.

Un état des lieux de sortie contradictoire sera dressé par le gestionnaire après vérification que l'emplacement et le bloc sanitaire utilisés sont dans le même état que le jour d'arrivée. La restitution du dépôt de garantie en fin de séjour est conditionnée par le bon respect du présent règlement intérieur, la libération totale et le nettoyage de l'emplacement et des sanitaires et le paiement de la totalité des redevances d'occupation, et des éventuelles dégradations constatées (annexe).

Tarification

Les usagers s'acquittent auprès du bureau d'accueil du prépaiement de l'emplacement qui leur est attribué. En cas d'un départ anticipé, le remboursement des jours non consommés est effectué.

Le logiciel de télégestion calcule automatiquement le solde restant sur chaque compte client.

Dans le cas où un usager quitterait l'aire d'accueil sans acquitter les redevances dues, il pourra être procédé à des poursuites judiciaires tel que prévu par la loi ainsi qu'une interdiction de séjourner sur l'équipement.

Le prix de l'emplacement journalier est fixé par la CASA à :

- 3,00 € par véhicule aménagé ou par caravane avec son véhicule tracteur stationné sur l'emplacement,
- 1,50 € par véhicule aménagé ou par petite caravane avec son véhicule tracteur supplémentaire stationné sur le même emplacement appartenant en propre à la famille (1^{er} degré) de la première caravane, ce qui sera confirmé par sa carte grise avec les justificatifs nécessaires pour filiation.
Cette disposition exceptionnelle nécessite l'accord du gestionnaire selon la demande de l'utilisateur qui faute d'accord peut occuper un emplacement à part entière au tarif de 3,00 €.
- Pour les voyageurs de 60 ans et plus, propriétaires de leur caravane, le forfait journalier est fixé à 1,50 € par caravane.

La révision de ces tarifs pourra intervenir périodiquement après délibération du Conseil Communautaire de la CASA ou par arrêté du Président.

Il est rappelé que chaque emplacement ne peut accueillir qu'une entité familiale avec un maximum de deux caravanes et leur véhicule tracteur.

Prépaiement des fluides Tarifs au réel :

L'aire d'accueil est équipée d'un système de télégestion pour la distribution de l'eau et électricité avec prépaiement.

Les voyageurs s'acquittent auprès du gestionnaire des sommes leur permettant de bénéficier des fluides. En fonction de leur consommation propre, les voyageurs pourront recharger à volonté leur crédit fluide en fonction de la durée de leurs séjours sans que ne soient toutefois dépassés les temps de séjours autorisés. Le crédit non utilisé est remboursé à l'utilisateur lors de son départ.

Le logiciel de télégestion calcule automatiquement le solde restant sur chaque compte client.

En cas de défaillance du système informatique :

Un forfait journalier (regroupant les frais de séjour et les fluides) sera appliqué :

- 7,00 € par véhicule aménagé ou par caravane avec son véhicule tracteur sur l'emplacement occupé ;
- 3,00 € par véhicule aménagé ou par petite caravane avec son véhicule tracteur supplémentaire stationné sur le même emplacement, appartenant en propre à la famille (1er degré) de la première caravane, ce qui sera confirmé par sa carte grise avec les justificatifs nécessaires pour la filiation. Cette disposition exceptionnelle nécessite l'accord du gestionnaire sur demande de l'utilisateur, qui faute d'accord, sera facturé au tarif de 7,00 € l'emplacement ;
- Pour les voyageurs de 60 ans et plus, propriétaires de leur caravane, le forfait journalier est fixé à 4,00 € par caravane.

La révision de ces tarifs pourra intervenir périodiquement après délibération du Conseil Communautaire de la CASA ou par arrêté du Président.

CHAPITRE IV – REGLES DE VIE ET RESPONSABILITES

L'usage de cet équipement public et des prestations afférentes nécessitent le respect des règles communes de vie. Elles correspondent aux droits et devoirs de chacun, afin que le séjour de tous soit de qualité, et se déroule dans un respect mutuel en offrant une sécurité partagée.

Article 11 : Stationnement

Le stationnement de tout véhicule ne doit pas porter atteinte à la salubrité, à la tranquillité et à la sécurité publique.

Il doit respecter l'Environnement (sites et paysages, végétation, entreprises riveraines) et l'application des règles générales d'urbanisme.

Article 12 : Tranquillité

La vie collective implique de respecter le calme et la tranquillité des autres usagers, de jour comme de nuit. IL est interdit de causer des nuisances sonores entre 22h00 et 7h00, ou de troubler l'ordre public vis-à-vis des propriétés voisines des aires.

Article 13 : Respect mutuel

Les usagers et les visiteurs doivent se respecter mutuellement et observer une parfaite correction à l'égard du voisinage, du personnel sur l'aire et les intervenants extérieurs. Ils ne doivent pas troubler l'ordre public ni porter atteinte à la sécurité des tiers conformément à la réglementation en vigueur.

Article 14 : Sécurité

La Police Nationale, la Gendarmerie et/ou la Police Municipale sont autorisées à accéder aux aires d'accueil autant que de besoin, dans le cadre des procédures en vigueur.

Article 15: Interdictions

Il est interdit

- ⇒ De prendre l'eau des douches pour d'autres utilisations (type lavage de véhicules...) ce qui entraînera une coupure immédiate. De même, tout entreposage dans les WC et douches est interdit.
- ⇒ Aucun branchement ne doit être fait sur les parties communes (bâtiments, locaux techniques, candélabres...), sur les bornes à incendie ou sur le coffret électrique de l'aire, ce qui en cas de constat entraînera un dépôt de plainte par la CASA à l'encontre des contrevenants avec une interdiction temporaire voire définitive d'y séjourner
- ⇒ D'édifier des cabanes, des auvents indépendants des caravanes, ou tout autre abri même démontable pour quelques usages qu'ils soient
- ⇒ De laisser stationner des véhicules n'appartenant pas en propre aux usagers séjournant sur l'aire de stationnement,
- ⇒ De faire du feu à même le sol sur le terrain comme en bordure extérieure. Le feu de bois ou de charbon est autorisé pour un usage familial et dans un récipient réservé à cet usage. Conformément au règlement sanitaire départemental, tout brûlage est formellement interdit, et particulièrement le brûlage de pneus, films plastiques, câbles électriques, et toutes matières polluantes et malodorantes,
- ⇒ De faire des trous sur le goudron pour quelque installation que ce soit, sans l'autorisation du gestionnaire. Tout trou effectué dans le sol entraînera une retenue sur le dépôt de garantie.
- ⇒ D'entreposer des objets ou matières insalubres ou dangereuses, ainsi que des chiffons, papiers, cartons, épaves de véhicule, ou produits de récupération,
- ⇒ De ferrailler sur le terrain ou de s'y livrer à toute activité bruyante ou salissante (nuisance et pollution), aussi bien sur l'aire que sur ses abords immédiats,
- ⇒ De stationner en bordure de l'aire d'accueil,
- ⇒ De porter atteinte aux bornes d'alimentation électrique et eau,
- ⇒ De changer d'emplacement sans autorisation, ou de se brancher sur une autre place que celle qui a été affectée par le gestionnaire à l'entrée sur l'équipement,
- ⇒ D'utiliser les véhicules sur le terrain en dehors des besoins et au-delà d'une vitesse de 10 km/h. La circulation intérieure doit se faire, pour des motifs de sécurité, sur la partie voirie uniquement,
- ⇒ De détériorer le matériel mis à la disposition des voyageurs.

Article 16 : Armes

L'entreposage et la manipulation d'armes sont interdits sur l'aire d'accueil. Toute infraction fera l'objet d'un dépôt de plainte auprès des services compétents, et entraînera une décision d'exclusion **immédiate et définitive** du contrevenant et de sa famille ainsi que des personnes dont il a la charge au besoin avec le concours de la force publique.

CHAPITRE V- REGLES D'HYGIENE DE SECURITE ET DE SALUBRITE

Article 17 : Propreté et Salubrité

Les enfants en bas âge doivent être accompagnés d'un adulte pour utiliser les sanitaires.

L'utilisateur doit :

- ⇒ Respecter, durant son séjour, les installations et matériels mis à sa disposition (emplacement et sanitaires, douches et évier). Il doit les maintenir propres, en parfait état de fonctionnement et les nettoyer totalement lors de son départ.
- ⇒ Veiller au respect des règles d'hygiène et de salubrité,
- ⇒ Utiliser les conteneurs prévus pour la collecte des ordures ménagères répartis sur les emplacements, selon les indications du gestionnaire. Les déchets ménagers seront préalablement enfermés dans un sac poubelle fermé.

- ⇒ Déposer leurs encombrants dans les déchetteries de la CASA (renseignements, adresse et heures d'ouverture à disposition au bureau).

Il est interdit :

- ⇒ De jeter des eaux polluées et tous détritiques dans les regards d'assainissement pouvant nuire au libre écoulement des eaux usées.
- ⇒ De jeter les eaux sales ailleurs que dans les sanitaires ou dans les bouches d'évacuation des bornes d'eau. Les caravanes doivent être raccordées au réseau d'eaux usées, tout rejet de liquides ou matières polluantes ou dangereuses dans les réseaux est prohibé. Chaque emplacement est pourvu d'un dispositif permettant de collecter les eaux usées et les eaux pluviales séparément,
- ⇒ De jeter des détritiques en dehors des conteneurs ou à l'extérieur du terrain.
- ⇒ D'abandonner sur le terrain objet, matériel ou véhicule. Tout dépôt de ce genre, nécessitant un enlèvement ou une mise en fourrière, sera aux frais de l'utilisateur concerné, qui fera alors l'objet d'un avertissement pouvant aller jusqu'à une interdiction temporaire ou définitive de stationner sur l'aire d'accueil communautaire.

Article 18 : Electricité

L'utilisateur atteste de la conformité de ses équipements électriques personnels aux normes réglementaires, étanches, et assume la responsabilité de ses déclarations.

Le gestionnaire peut procéder à des contrôles et mettre l'utilisateur en demeure de régulariser sa situation.

La responsabilité du gestionnaire et de la Communauté ne peut être engagée en cas de mauvaises installations ou branchements électriques.

Les branchements électriques ne peuvent se faire qu'avec un câble en bon état, sans raccord et sans épissure, et des prises conformes aux normes actuelles (2 fils de courant + 1 fil de terre). Le raccordement est activé après vérification de ce câble.

Il est de même interdit de brancher sur les installations électriques des appareils autres que ceux ménagers.

Il est interdit de fournir l'eau et l'électricité à tout autre occupant sans autorisation du gestionnaire.

La détention d'une bouteille de gaz doit répondre aux normes de sécurité en vigueur en matière d'aménagement des caravanes et véhicules, chaque caravanier étant responsable de son équipement et des incidents qu'il peut provoquer.

La CASA et le Gestionnaire ne peuvent en aucun cas être tenu pour responsable des dégâts, dégradations ou vols dont pourrait faire l'objet, de la part de tiers, la/les caravane(s) et véhicule(s) de l'utilisateur, ce dernier étant tenu de se garantir contre ces risques particuliers.

De même, la responsabilité de la CASA et du Gestionnaire, ne pourra en aucun cas être recherchée par tout tiers ou occupants pour tout acte imputable aux usagers du terrain, par faute, négligence ou imprudence notamment en qui concerne l'utilisation du courant électrique.

Le non-respect de ces dispositions liées à la sécurité de l'Aire d'Accueil et de ses occupants pourra entraîner une interdiction définitive à y stationner et en tout cas la coupure immédiate des fournitures en eau et électricité.

Article 19 : Animaux

Les animaux domestiques sont seulement tolérés sur l'Aire de Stationnement. Les chiens doivent être attachés sur l'emplacement du maître ou tenus en laisse.

Si toutefois, le Gestionnaire devait constater des morsures suite à l'agressivité de l'animal, le propriétaire devra prendre en charge les frais médicaux et vestimentaires qui en découleraient.

Les familles qui ne respecteront pas ces dispositions, après avertissement, ne seront plus autorisées à séjourner sur le terrain.

Tous les chiens présents sur le terrain doivent être vaccinés contre la rage (certificat antirabique en cours de validité).

Les chiens d'attaque (type pitbull et boer bulls) de 1ère catégorie, selon la loi du 6 juin 1999, sont strictement interdits sur l'aire d'accueil.

Les chiens de 2ème catégorie (type bull terrier, dogue argentin...), chiens de garde et de défense, sont autorisés

Il est rappelé que leur détention est interdite par :

- ⇒ Les personnes âgées de moins de 18 ans
- ⇒ Les majeurs sous tutelle, à moins qu'ils n'y aient été autorisés par le Juge des Tutelles
- ⇒ Les personnes condamnées pour crime ou à une peine d'emprisonnement avec ou sans sursis, pour délit inscrit au bulletin n°2 du casier judiciaire, ou, pour les ressortissants étrangers, dans un document équivalent.
- ⇒ Les personnes auxquelles la propriété ou la garde d'un chien a été retirée en application de l'article L.211-11 du code rural.

CHAPITRE VI : NON RESPECT DU REGLEMENT - SANCTIONS

Les installations communautaires sont mises à la disposition des usagers qui sont responsables de leur bon entretien au cours de leur séjour sur l'équipement. Tout manquement aux dispositions de ce règlement pourra donner lieu à un avertissement, éventuellement à des pénalités financières sous forme de retenues, selon la gravité des faits reprochés allant jusqu'à une interdiction temporaire de séjourner sur l'aire d'accueil.

Article 20 : En cas de non-respect des installations

Le défaut d'entretien des équipements sanitaires ou de l'emplacement attribué pourra donner lieu, après un avertissement écrit non suivi d'effet, à une retenue sur dépôt de garantie au moment de la sortie pour couvrir les frais de nettoyage et de remise en état. En cas de récidive ou de défaut d'entretien aggravé, elle pourra également donner lieu à une interdiction temporaire ou définitive de stationner sur les aires d'accueil relevant de la CASA.

Les dégradations apportées aux installations communautaires ou tous vols ou dommages constatés donneront lieu à des remboursements soit individuels (retenue sur dépôt de garantie) soit collectifs de l'ensemble des usagers présents, destinés aux réparations sur la base de la tarification indiquée en annexe du présent règlement intérieur ou, lorsqu'elles ne sont pas tarifées sur la base de la présentation d'un devis ou d'une facture à l'utilisateur.

Tout branchement illicite fera l'objet d'un dépôt de plainte par la CASA. Les frais éventuels d'huissier et de procédure seront à la charge de la famille contrevenante.

Article 21 : En cas de dépassement de la durée maximale du séjour ou de non paiement des redevances

En cas de dépassement de la durée maximale d'occupation indiquée à l'article 9 du présent règlement ou de non paiement des redevances d'occupation mentionnées à l'article 10. La fourniture des fluides ne sera plus autorisée et tout branchement illicite fera l'objet d'un dépôt de plainte par la CASA, qui engage les procédures appropriées. Une sommation de quitter l'aire d'accueil sans délai sera notifiée par huissier. Le contrevenant sera mis en demeure de se mettre en conformité avec ses obligations dans un délai de 24 heures.

A défaut d'exécution dans les 48 heures, une procédure d'expulsion avec le concours de la Force Publique pourra être engagée par la CASA, pour occupation sans droit ni titre auprès des Tribunaux compétents.

Le contrevenant et son groupe familial seront alors redevables, à compter de la signification de l'occupation illégale, et jusqu'à la libération effective des lieux, d'une indemnité d'occupation d'un montant de 30 € par jour par caravane en situation illégale. A noter que le montant de cette indemnité se justifie par les coûts engendrés par la mise en œuvre de la procédure décrite ci-dessus.

Article 22 : En cas de troubles de l'Ordre Public

Le non-respect des personnels rattachés à l'équipement, et les troubles de l'ordre public (rixes, scandale, ivresse, insultes, menaces, introduction de biens ou matériels volés) entraînant un dépôt de plainte comme les stationnements non autorisés en bordure de l'aire d'accueil, pourront entraîner une décision d'exclusion temporaire voire définitive de l'aire d'accueil avec recours, au besoin, de force publique sur ordonnance adressée par requête au Président des Tribunaux compétents.

Si la CASA **se trouve dans l'impossibilité** d'assurer la sécurité des biens et des personnes, il sera procédé à la fermeture provisoire du terrain, de même, il pourra être fermé pour travaux d'entretien.

ARTICLE 23 : Date d'effet

Le présent règlement intérieur entre en vigueur à compter de sa signature. Il fait également l'objet d'un affichage sur site.

ARTICLE 24 : Délais et voies de recours

Le présent règlement peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Nice, dans un délai de deux mois à compter de sa publication. Dans ce délai, il peut être présenté un recours gracieux prorogeant le délai de recours contentieux auprès de M. Le Président.

ARTICLE 25 : Communication

Ampliation du présent règlement intérieur est transmis à :

- Monsieur le Préfet des Alpes-Maritimes
- Monsieur le Sous-Préfet de l'Arrondissement de Grasse
- Madame le Maire de Vallauris
- Monsieur le Commissaire de Police

A Valbonne, le

Le Président de la Communauté d'Agglomération
Sophia-Antipolis

CERTIFICAT DE CONNAISSANCE ET ENGAGEMENT

Nom – Prénom du titulaire de l'emplacement :

Certifie avoir pris connaissance du règlement intérieur de l'aire d'accueil de la Communauté d'Agglomération et m'engage à le respecter sous peine de me voir appliquer les sanctions prévues au dit règlement intérieur.

Lu et approuvé – Signature :

Annexe : Grille tarifaire suite à une dégradation

ANNEXE REGLEMENT INTERIEUR
AIRE D'ACCUEIL DES GENS DU VOYAGE COMMUNAUTAIRE
GRILLE TARIFAIRE SUITE A UNE DEGRADATION

- 1 – Sont pris en compte les dégradations résultant autant de l'acte intentionnel du voyageur que du manque d'entretien courant de sa part.
- 2- Les retenues suivantes pourront être appliquées sur le dépôt de garantie versé à l'arrivée par les occupants ou feront l'objet d'une facture en cas de dépassement du montant de ce dépôt.
- 3 – Montant des réparations prélevées sur le dépôt de garantie de tous les occupants du site à défaut d'identification du ou des responsable(s).

EN CAS DE DEGRADATION Descriptif du matériel mis à disposition	Prix en euros TTC	
Dégradations volontaires, bornes....	selon devis	
Tarif horaire	20€	
Murs (peinture, enduits, parpaing...)	forfait au m²	20€
Toiture (tôles, charpente...)	forfait au m²	60€
Gouttières et descente d'eau	prix à l'unité	60€
Prise de courant	prix à l'unité	60€
Robinetterie et canalisation abimées ou cassées	Forfait / élément	50€
Accessoire robinetterie	prix à l'unité	50€
Chauffe-eau électrique	prix à l'unité	200€
Convecteur électrique	prix à l'unité	100€
Adaptateur pour le raccordement électrique de la caravane	prix à l'unité	40€
WC (cuvette)	prix à l'unité	150€
WC (abattant)	prix à l'unité	40€
Patère	prix à l'unité	20€
Presto de douche	prix à l'unité	80€
Chasse d'eau	prix à l'unité	80€
Faïences murales	forfait au m²	70€
Carrelages au sol	forfait au m²	100€
Grilles de ventilation unité	prix à l'unité	70€
Porte à remplacer	prix à l'unité	selon devis
Serrurerie (clenche, gond, barillet, poignée,...)	prix à l'unité	selon devis
Clé perdue, cassé	prix à l'unité	30€
Nettoyage du bloc sanitaire	prix à l'unité	30€
Nettoyage parties privatives	prix à l'unité	30€
Nettoyage complet	prix à l'unité	60€
Porte taguée	forfait au m²	20€
Etendoir à linge tordu, coupé, cassé	prix à l'unité	selon devis
Fil étendoir à linge manquant, coupé, cassé, tendeur cassé	prix à l'unité	10€
Regard manquant	prix à l'unité	selon devis
Regard bouché	prix à l'unité	selon devis
Salissures au sol (tâche d'huile, peinture...)	forfait au m²	35€
Clôture	Prix au mètre linéaire	selon devis
Revêtement du sol en enrobé	forfait au m²	80€
Candélabre - lanterne	prix à l'unité	600€
Candélabre - mât	prix à l'unité	3000€
Bornes de distribution des fluides	prix à l'unité	selon devis
Poubelle	prix à l'unité	350€
Trou sur le goudron dans le sol	Prix à l'unité	7.50€

AR réceptionné - Imprimer

Date de l'acte : 24/06/2019
Numéro : CC_2019_121
Nature : DE - Deliberations
Objet : Aires d'accueil des gens du voyage - Ajustement du règlement intérieur - Nouvelle dénomination de l'aire d'accueil de Vallauris
Matière : 8.5 - Politique de la ville-habitat-logement
Interlocuteur
Nom : LE GRATIET Véronique

Suivi des transactions**Accusé d'envoi**

Identifiant : U03Nbl6

Accusé de réception préfecture

Date de réception : 04/07/2019
Identifiant : 006-240600585-20190624-CC_2019_121-DE

Acte reçu

Date : 24/06/2019
Numéro interne : CC_2019_121
Code nature : 1
Code matière 1 : 8
Code matière 2 : 5
Objet : Aires d'accueil des gens du voyage - Ajustement du règlement intérieur - Nouvelle dénomination de l'aire d'accueil de Vallauris
Classification utilisée : 28/11/2018
Document : 99_DE-006-240600585-20190624-CC_2019_121-DE-1-1_1.PDF

Annexes

Nombre : 2
99_AU-006-240600585-20190624-CC_2019_121-DE-1-1_2.PDF
99_AU-006-240600585-20190624-CC_2019_121-DE-1-1_3.PDF

N